

## **CAS 2 – MOA PUBLIC ETAT :**

**RAPPEL** - ces règles sont applicables aux MOA suivants : les **établissements publics de l'Etat et aux services de l'Etat (Ministère, Préfecture, EPF, EPA, EPFA, Musée nationaux, Université...)**.

### **Quels matériaux puis-je céder ?**

D'abord, ceux qui n'ont pas le statut de déchet et à ce titre :

- Ceux qui ont fait l'objet d'un tri préalable sur le chantier (art. L. 541-4-4 c. env.) ;
- Ceux dont vous n'avez pas l'obligation de vous défaire (art. L. 541-1-1 c. env.) et il convient d'exclure à ce titre tous les matériaux contaminés au plomb, contenant de l'amiante ou encore le bois traité avec des substances dangereuses désormais interdites de mise sur le marché.

Ensuite, ceux qui appartiennent à votre domaine mobilier privé, c'est-à-dire en pratique tous les matériaux ordinaires sans valeur patrimoniale et historique particulière (Art. L2211-1 Code général de la propriété des personnes publiques, « CG3P ». Les biens mobiliers appartiennent au domaine privé s'ils ne présentent pas un intérêt public du point de vue de l'histoire, de l'art, de l'archéologie, de la science ou de la technique.).

Enfin, vous ne devez plus en avoir l'usage : un réemploi in situ ou pour un autre de vos projets n'est donc pas possible (art. L3211-17 CG3P).

### **Puis-je vendre les matériaux, à quelles conditions et en respectant quelle procédure ?**

La vente est possible : lorsqu'ils ne sont plus utilisés par un service civil ou militaire de l'État ou un établissement public de l'État, les biens et droits mobiliers du domaine privé de l'État et de ses établissements publics peuvent être vendus (art. L3211-17 CG3P).

Mais encadrée : il est interdit de céder les matériaux à un prix inférieur à leur valeur vénale / de marché (art. L3211-18 CG3P).

Vous devez dans tous les cas respecter une procédure spécifique qui doit permettre de garantir une cession à la valeur de marché (art. R3211-35 et suivants CG3P).

#### **Etape 1 – Remise des matériaux aux Domaines**

Vous avez l'obligation de remettre les éléments et matériaux à l'administration chargée des domaines (la direction nationale d'interventions domaniales ou DNID).

PAR EXCEPTION, la remise ne s'applique pas aux biens manifestement invendables, soit parce qu'ils sont totalement dépourvus de valeur marchande, soit parce que les frais de vente seraient manifestement disproportionnés au regard de leur valeur vénale (Article R3211-35 CG3P).

#### **Etape 2 – Publicité et mise en concurrence**

La cession ne peut être consentie qu'AVEC PUBLICITÉ ET MISE EN CONCURRENCE,

- soit par adjudication publique,
- soit par voie de marchés d'enlèvement.

Le code précise que l'adjudication publique peut avoir lieu :

- aux enchères verbales,
- par voie d'offres écrites,
- par combinaison des enchères verbales et d'offres écrites
- ou par tout autre procédé permettant l'expression de la concurrence (art. R.3211-37 CG3P).

Par exception, la cession peut être faite à l'amiable, pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas la cession est consentie par le préfet. Le prix est fixé par le directeur départemental des finances publiques. (art. R.3211-38 et R.3211-39 CG3P).

### **Puis-je donner des matériaux, sous quelles conditions et en respectant quelle procédure ?**

En principe, c'est interdit (art. L3211-18 CG3P).

Par exception, c'est possible dans deux cas (art. L3212-2, 2° et 11°, CG3P) :

CAS 1 - Vous pouvez donner ces éléments et matériaux issus de la déconstruction à des établissements publics de l'Etat, à des collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics, sous réserve du respect de 2 conditions :

CONDITION 1 : la valeur unitaire des biens et matériaux doit être < à 300 € (art. D 3212-5 CG3P)

CONDITION 2 : L'administration bénéficiaire ne peut procéder à la cession, à titre onéreux, des biens ainsi alloués ultérieurement (elle devra utiliser les matériaux pour ses projets ou en faire don si cela s'avère finalement impossible).

CAS 2 - Vous pouvez céder gratuitement des éléments et matériaux issus de la déconstruction à des fondations ou associations, sous réserve du respect de 4 conditions :

CONDITION 1 : l'association doit être reconnue d'utilité publique

CONDITION 2 : les ressources de l'association doivent être affectées à des œuvres d'assistance (notamment redistribution des biens donnés aux personnes défavorisées)

CONDITION 3 : la valeur unitaire des biens et matériaux doit être < à 300 € (Arr. du 6 avril 2021)

CONDITION 4 : les associations ne peuvent pas revendre les biens par la suite (elles doivent donc les utiliser pour leur propre projet exclusivement ou les redistribuer gratuitement).

### **CAS 3 – MOA PRIVES :**

RAPPEL : ces règles sont applicables à tous les MOA qui sont des sociétés privées (promoteur, ESH, etc.)

### **Quels matériaux puis-je céder ?**

Ceux qui n'ont pas le statut de déchet et à ce titre :

- Ceux qui ont fait l'objet d'un tri préalable sur le chantier (art. L. 541-4-4 c. env.) ;
- Ceux dont vous n'avez pas l'obligation de vous défaire (art. L. 541-1-1 c. env.) et il convient d'exclure à ce titre tous les matériaux contaminés au plomb, contenant de l'amiante ou encore le bois traité avec des substances dangereuses désormais interdites de mise sur le marché.

### **Quelles conditions et procédure pour vendre ou donner des matériaux ?**

Pour les MOA privés il n'y a pas de conditions et procédures spécifiques applicables (à l'instar de celles prévues par le CG3P pour les MOA Publics).

La cession des biens mobiliers des entreprises relève du code civil et du code du commerce (voire du code de la consommation s'il s'agit d'une vente à des particuliers).

Dans ce cadre, il n'y a pas de conditions spécifiques à mentionner (les matériaux réemployables peuvent tous être librement donnés et vendus), c'est la liberté contractuelle qui prévaut, **dans le respect de l'intérêt de la structure.**

A ce titre il est conseillé de privilégier pour les matériaux ayant une valeur de marché certaine, et en cas de don, de privilégier le mécénat (afin que l'entreprise bénéficie d'un reçu fiscal).

S'agissant de la procédure de cession, là encore il n'y a pas de procédure spécifique à mentionner. Il conviendra de se référer aux statuts de chaque structure pour déterminer l'organe compétent pour décider/autoriser la cession, et signer les actes.